DOCUMENT À CONSERVER

POUR COMPLÉTER MON DOSSIER DE DEMANDE D'OUVERTURE DU SERVICE LBP @CCESS24

LES ÉTAPES POUR COMPLÉTER MON DOSSIER

1) Télécharger le dossier dans sa totalité

2) Compléter et signer le formulaire de demande d'ouverture du service LBP @ccess24

3) Compléter et signer le formulaire d'auto-certification

4) Compléter et signer l'attestation de budget

5) Imprimer le dossier dans sa totalité

6) Regrouper dans une enveloppe tous les documents listés ci-dessous(1)

7) Envoyez tout ce dossier, par courrier, dans une enveloppe à l'adresse du Centre Financier selon votre numéro de département

PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR

Aidez-vous de cette grille pour compléter et vérifier votre dossier avant de l'envoyer.
S'IL N'EST PAS COMPLET NOUS NE POURRONS PAS DONNER SUITE A VOTRE DEMANDE.

Mon dossier contient	Liste des pièces et documents à fournir
❑	Le formulaire de souscription Banque en ligne, daté et signé
❑	La copie des derniers statuts à jour datés et signés par le Représentant Légal*
❑	La copie de l'extrait du procès-verbal de la dernière Assemblée Générale décrivant la composition de votre bureau*
❑	Le formulaire d'identification des bénéficiaires effectifs et d'auto-certification FATCA/EAI- Personnes Morales, daté et signé par le Président*
❑	La copie recto-verso lisible d'un justificatif d'identité (parmi la liste A(2)) en cours de validité du Président et le cas échéant, du ou des mandataire(s) secondaire(s)*
❑	L'attestation de budget datée et signée par le Président*
❑	La copie recto-verso lisible du justificatif d'identité (parmi la Liste A(2)) du mandataire principal et de tous les mandataires secondaires inscrits*

*(1) Si vous avez déjà envoyé les documents marqués par * à La Banque Postale au cours des 12 derniers mois, il n'est pas nécessaire de les renvoyer.*
(2) Reportez-vous à la liste des documents justificatifs reconnus par la Banque Postale.

LISTE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS RECONNUS PAR LA BANQUE POSTALE

A) JUSTIFICATIFS D'IDENTITÉ

Personnes de nationalité française ou d'un pays membre de l'Union Européenne ou assimilé(1)

• Carte nationale d'identité, en cours de validité, délivrée par une autorité officielle de l'un de ces pays(2) copie recto-verso	• Ou Passeport, en cours de validité, délivré par une autorité officielle de l'un de ces pays

Personnes de nationalité étrangère ressortissantes d'autres pays

- Passeport, en cours de validité, délivré par une autorité officielle du pays d'origine
- Pour des ressortissants de pays tiers résidant en France ou sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse, le titre de séjour, établi selon le modèle prévu par le règlement (CE) n° 1030/20021 du 13 juin 2002 modifié, délivré par l'Etat de résidence ou Carte de résident en cours de validité ou Carte de séjour temporaire (ou vignette sécurisée « Carte de séjour pluriannuelle si et seulement si figurent les nom, prénom(s), date et lieu de naissance
- Pour des ressortissants de pays tiers réfugiés ou bénéficiaires de la protection prévue par la directive n° 2011/95/UE du 13 décembre 2011 ou reconnus apatrides : le titre de voyage délivré par l'Etat qui a reconnu la qualité de réfugié ou d'apatride ou accordé la protection
- Pour les ressortissants de pays tiers qui ne disposent pas de passeport fournir le document reconnu au niveau international : Carte de résident en cours de validité ou Carte de séjour temporaire » ou CST » collée sur le passeport par les autorités françaises) en cours de validité ou Carte de séjour pluriannuelle si et seulement si figurent les noms, prénoms, date et lieu de naissance

(1) Monaco, Suisse, Andorre, Islande, Liechtenstein, San Marin, Norvège.
(2) Pour l'Italie, la carte d'identité est uniquement acceptée pour les personnes ayant la nationalité italienne.

LA BANQUE POSTALE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'OUVERTURE SERVICE « LBP @CCESS24 »

EXEMPLAIRE À ENVOYER
Une copie doit être conservée par le client

Pour une Association de 0 à 2 salariés dont le budget annuel est inférieur à 200 000 euros

COORDONNÉES DU CLIENT

CCP n°(1) |_|_|_|_|_|_|_| |_|_| |_|_|_|
7 chiffres 1 lettre 3 chiffres

Raison sociale |_____|

M. ❑ Mme ❑

Nom du Responsable légal |_____|

Prénom(s) du Responsable légal |_____|

SIREN |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de RNA |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse du siège de l'association : |_____|

|_____|

Code Postal |_|_|_|_|_| Commune |_____|

Téléphone du Responsable Légal de l'association |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse e-mail du Responsable légal de l'association |_____|

PERSONNES AVEC UN ACCÈS AU SERVICE

Désignation du Mandataire Principal : Conformément aux Conditions Générales du présent contrat, le Mandataire Principal désigne la personne physique agissant au nom et pour le compte du Client (2) .

Nom : |_____|

Prénom(s) : |_____|

Adresse d'envoi des courriers contenant l'identifiantet le mot de passe du Mandataire principal : (si différente de l'adresse de l'association) |_____|

|_____|

Code Postal |_|_|_|_|_| Commune |_____|

Adresse e-mail : |_____|

Numéro de téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Désignation des Mandataires secondaires : Conformément aux Conditions Générales du présent contrat, le Souscripteur peut demander la mise en place d'accès au Service pour des Mandataires secondaires. Conformément aux conditions générales, un document officiel d'identité en cours de validité pour chaque mandataire doit être remis à La Banque Postale.

Mandataire Secondaire 1

Nom : |_____|

Prénom(s) : |_____|

Date de naissance : |_____|

Lieu de naissance (pays, département, ville) : |_____| |_____|

Adresse e-mail : |_____|

Numéro de téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Mandataire Secondaire 2

Nom : |_____|

Prénom(s) : |_____|

Date de naissance : |_____|

Lieu de naissance (pays, département, ville) : |_____| |_____|

Adresse e-mail : |_____|

Numéro de téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

(1) Le numéro de compte CCP support du contrat est inscrit par défaut au Service.
(2) La personne désignée doit avoir – au préalable – procuration sur les Comptes du Client conformément aux Conditions Générales. La mise place d'une procuration peut être faite en remplissant le formulaire disponible dans votre Espace personnel du service de banque à distance.

Formulaire de demande d'équipement par le site internet

CPBEL072021 Juillet 2021

COMPTES DU CLIENT INSCRITS AU SERVICE

Liste des comptes de La Banque Postale dont le Client est titulaire. Ces comptes sont consultables et gérables en ligne. Indiquer la liste des comptes à inscrire au Service :

Nature du compte	Numéro de compte

CERTICODE PLUS

Certicode Plus est obligatoire pour accéder au service banque à distance et pour réaliser des opérations engageantes (virements, paiements par carte bancaire à distance, ...).

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Plafond de virement

Le cumul de virements réalisable par journée ouvrée est plafonné au montant indiqué ci-dessous, sous réserve de l'existence de la provision suffisante sur les comptes à débiter.
Pour LBP @ccess 24, par défaut, ce plafond est de 7 700 euros.

SIGNATURES

Nom et prénom(s) _____

agissant en qualité de représentant légal de l'association

Je déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales du Service qui figurent dans la Convention de Compte Associations de proximité à télécharger sur le site internet de La Banque Postale.

Je demande la prise d'effet immédiate du contrat du service LBP @cess24 sous réserve de la réception par La Banque Postale de l'ensemble des documents signés et de la vérification des éléments nécessaires à la souscription.

Fait à _____ le | | | | | | | | |

Pour Le Client (Signature)

Pour La Banque Postale
Le Directeur Marketing

PARTIE RÉSERVÉE A LA BANQUE POSTALE

Cadre réservé à La Banque Postale

CTP IE :
CTP FILE :
CTP OPE :

Commentaires

Formulaire de demande d'équipement par le site internet

CPBEL072021 Juillet 2021

Exemplaire à envoyer

FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS ET D'AUTO CERTIFICATION FATCA/EAI - PERSONNES MORALES POUR LES ASSOCIATIONS

I. IDENTITE DU TITULAIRE DE COMPTE

Nom / Raison sociale : .....
Siren : .....
Adresse légale de l'entité : .....

II. IDENTIFICATION DU (DES) REPRESENTANT(S) LEGAL(AUX)

1. Nom Prénom 2. Adresse de résidence 3. Nationalité 4. Date, ville et pays de naissance	Pays de résidence à des fins fiscales*	Numéro d'identification fiscale ** (ou Tin*** si résident ou citoyen US)
1.	-	-
2.		
3.	-	-
4. ___ / ___ / _____ à ..... Pays	-	-
1.	-	-
2.		
3.	-	-
4. ___ / ___ / _____ à ..... Pays	-	-

III. IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES EFFECTIFS

Veuillez indiquer, en complétant le tableau suivant, s'il existe un ou plusieurs actionnaires ou associés (bénéficiaires effectifs) qui détiennent directement ou indirectement plus de 25% des parts, du capital ou des droits de vote de l'entité titulaire du compte :

En l'absence de bénéficiaire(s) effectif(s), les représentant légaux seront considérés comme tels (personne détenant le contrôle)

1. Nom Prénom 2. Adresse de résidence 3. Nationalité 4. Date, ville et pays de naissance	Pays de résidence à des fins fiscales*	Numéro d'identification fiscale - NIF** (ou Tin si résident ou citoyen US)
1.	-	-
2.		
3.	-	-
4. ___ / ___ / _____ à ..... Pays	-	-
1.	-	-
2.		
3.	-	-
4. ___ / ___ / _____ à ..... Pays	-	-
1.	-	-
2.		
3.	-	-
4. ___ / ___ / _____ à ..... Pays	-	-

A compléter pour le(s) Représentant(s) Légal(aux) ou Bénéficiaires Effectifs

Si vous êtes de nationalité américaine ou résident fiscal américain et que vous ne disposez pas encore d'un TIN***, merci d'attester de vos démarches en vue d'en obtenir un en cochant la case ci-dessous :

☐ Je soussigné .....atteste(nt) sur l'honneur que j'ai bien entrepris les démarches auprès des autorités américaines en vue d'obtenir un TIN*** et je m'engage à le communiquer à La Banque Postale dès que j'en aurai connaissance.

** en cas de multi résidences fiscales, indiquez tous les pays*
*** Sauf France. Pour les autres pays, indiquez N/A si le pays n'émet pas de NIF ou d'équivalent fonctionnel*
**** TIN : Taxe Identification Number*

Version mars 2022

IV. RESIDENCE(S) FISCALE(S) DU TITULAIRE DE COMPTE

1) Veuillez indiquer ci-dessous le ou les pays dont le titulaire de compte est considéré comme résident à des fins fiscales (et précisez le NIF – Numéro d'Identification Fiscale ou équivalent fonctionnel- attribué par le pays de résidence fiscale correspondant)

Pays de Résidence Fiscale	NIF (pour autre pays que France)*

** indiquer N/A (non attribué) si le pays d'imposition n'émet pas de NIF ou d'équivalent fonctionnel*

J'indique la raison de l'absence actuelle de NIF :

- ❑ Mon pays de résidence fiscale n'émet pas de NIF ou d'équivalent fonctionnel
- ❑ Mon pays de résidence fiscale ne m'a pas attribué de NIF ou d'équivalent fonctionnel
- ❑ Autre raison : .....

V. STATUT FATCA/EAI DU TITULAIRE DE COMPTE

Veuillez cocher la case correspondante au statut de l'entité => une case possible (+ éventuellement la case 2d.)

A. INSTITUTION FINANCIERE

(banque, société de gestion d'actifs ou de portefeuille, organisme de placement collectif, fonds d'investissement, organisme d'assurance vie[1] ...)

2) Indiquez si le titulaire de compte est :

a. Institution **Financière US** ❑

b. Institution Financière **non US enregistrée auprès de l'IRS** ❑
Dans ce cas, indiquez le GIIN du titulaire (Global Intermediary IdentificationNumber) .....

c. Institution Financière non US **non enregistrée** auprès de l'IRS car :
Non déclarante d'un pays sous IGA ❑
Non participante ❑
Réputée Conforme ou autre statut ❑
(dans ce cas merci de joindre un formulaire W-8BEN-E)

d. Uniquement en cas de résidence à des fins fiscales dans un pays non partie à l'Echange Automatique d'Information, indiquez si le titulaire de compte est **une entité d'investissement** dont les revenus bruts proviennent majoritairement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers qui est **gérée par une autre Institution Financière.** ❑

B. ENTITE EXEMPTEE

3) Indiquez si le titulaire de compte est une entité exemptée (société ou organisme) ou la filiale d'une entité exemptée appartenant à l'une des catégories suivantes :

a. **Société cotée** en bourse ou détenue par une société cotée ❑

b. **Entité gouvernementale, organisation internationale, banque centrale, organisme public,** subdivision politique, fonds de pension exempté ❑

C. ENTITE NON FINANCIERE ACTIVE

4) Indiquez si le titulaire de compte est une Entité Non Financière Active de type :

a. **Organisme Sans But Lucratif** (club, association, organisme de bienfaisance, organisation syndicale, patronale, professionnelle ou agricole...) ❑

b. Entité dont le revenu brut provient majoritairement (plus de 50%) d'une **activité commerciale, industrielle, agricole ou de services non financiers** (organisme d'assurance « non vie »[2] , Holding ou Centrale de Trésorerie détenant tout ou partie de filiale(s) exerçant ces types d'activité) ❑

(1) Organisme d'assurance qui propose aux fins de souscription des contrats d'assurance à valeur de rachat (contrats de rentes ou contrat de capitalisation)
(2) Organisme d'assurance qui ne propose pas, aux fins de souscription, des contrats d'assurance à valeur de rachat (contrats de rentes ou contrat de capitalisation) et n'effectue pas de paiement au titre de tels contrats

Version mars 2022

D. ENTITE NON FINANCIERE PASSIVE

5) Indiquez si le titulaire de compte est une **Entité Non financière Passive** dont les revenus sont majoritairement (plus de 50%) issus de **loyers, de dividendes, de redevances ou de rentes** (ou autre entité qui n'est pas une Entité Non Financière Active ni une Institution Financière ni une Entité Exemptée) ❑

En signant ce formulaire, je certifie l'exactitude des informations fournies, tant au regard du statut de l'entité titulaire de compte qu'au regard du statut fiscal des actionnaires/associés/dirigeant(s) de l'entité. Je m'engage également à avertir La Banque Postale, sans délai, de tout changement de nature à remettre en cause l'exactitude des informations certifiées dans le présent formulaire d'auto-certification.
Les données à caractère personnel recueillies font l'objet d'un traitement dont le responsable est La Banque Postale, conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Elles sont traitées dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale en vertu d'obligations légales et réglementaires. Ces données seront conservées pendant la durée de la relation contractuelle et au-delà, dans le respect des délais de prescription légaux applicables. Les données à caractère personnel collectées sont obligatoires pour la complétude du dossier client. A défaut, la demande de souscription ne pourra pas être traitée. Elles sont destinées à La Banque Postale et pourront être communiquées aux sociétés du groupe auxquelles elle appartient, à ses partenaires et aux autorités compétentes pour les traitements et les finalités cités ci avant. Le Client dispose d'un droit d'accès et de rectification. Il peut aussi donner des instructions relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données après son décès. Il peut exercer ces droits en précisant son nom, prénom, adresse postale et en joignant une copie recto verso de sa pièce d'identité, en s'adressant par courrier au responsable de traitement, La Banque Postale – Service Relations Clients - 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06. Le Client peut s'adresser au Délégué à la Protection des Données de La Banque Postale – 115 rue de Sèvres – 75275 Paris Cedex 06. En cas de difficulté en lien avec la gestion ses données à caractère personnel, le Client a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Fait à ..... , le ..... /..... /..... .

Signature du représentant de la personne morale

Nom : .....
Prénom : .....
Fonction : .....

Version mars 2022

ANNEXE :

Définitions :

1. Titulaire de compte :

L'expression « Titulaire du compte » désigne la personne enregistrée ou identifiée comme Titulaire d'un Compte financier par l'Institution financière qui gère le compte. Une personne, autre qu'une Institution financière, détenant un Compte financier pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, dépositaire, prête-nom, signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant le compte, et cette autre personne est considérée comme détenant le compte.

2. Bénéficiaires effectifs :

En vertu des articles L 561-2.2, R561-1 et suivants du code monétaire et financier, le terme bénéficiaires effectifs désigne les **personnes physiques** :

- Détenant directement ou indirectement –c'est-à-dire par l'intermédiaire d'une ou plusieurs autre(s) société(s)- plus de 25% des actions ou des parts ou des droits de vote de l'entité
- Ou, en l'absence d'une personne détenant une telle participation, celle(s) qui exerce(nt) un contrôle de fait sur l'entité
- Ou, en l'absence de contrôle de fait, celle(s) qui occupe(nt) la fonction de dirigeant

Pour les associations ou les fondations, doivent être considérés comme bénéficiaires effectifs les personnes physiques qui sont titulaires de droits portant sur 25% au moins, des biens de la personne morale ou celles qui ont vocation à le devenir, par l'effet d'un acte juridique les ayant désignées à cette fin.

3. Fatca :

Le dispositif FATCA (Foreign account tax compliance act) repose sur une obligation, pour les institutions financières non américaines, de fournir à **l'Internal Revenue Service (IRS)**, autorité fiscale des États-Unis, des informations sur les comptes bancaires détenus directement ou indirectement (via des sociétés) par des contribuables américains et les flux financiers concernant ces comptes.
L'application de la loi Fatca s'inscrit dans le cadre **d'accords intergouvernementaux (IGA)**. **Deux modèles d'Accord** existent :

- IGA 1 (signée par la France) : Les banques traitent avec les autorités fiscales de leur État, qui traitera quant à lui avec l'IRS. (Echanges bilatéraux entre les 2 états)
- IGA 2: Les banques traitent directement avec l'IRS. (Echange unilatéral)

4. EAI :

« Echange Automatique d'Informations ». Cette Norme, développée en réponse à la demande du G20 et approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014, invite les pays signataires à obtenir des renseignements auprès de leurs institutions financières et à les échanger automatiquement avec d'autres juridictions sur une base annuelle. Elle définit les informations relatives aux comptes financiers à échanger, les institutions financières qui ont l'obligation de déclarer, les différents types de comptes et les contribuables visés, ainsi que les procédures communes de diligence raisonnable à suivre par les institutions financières.

5. Numéro d'identification Fiscale NIF :

Le « NIF » désigne le Numéro d'identification fiscale ou son équivalent fonctionnel attribué, le cas échéant, par le pays de résidence fiscale (en anglais : « Tax Identification Number » ou TIN). Dans le cas particulier des Etats-Unis d'Amérique, un tel numéro est également attribué aux citoyens de ce pays.

6. Statuts Fatca/EAI du titulaire de compte :

1) Institution Financière :

Une « Institution financière » correspond à :

- **Un Établissement de dépôt**, c'est-à-dire une entité qui accepte des dépôts dans le cadre habituel d'une activité bancaire ou d'activités semblables
- **Un Établissement gérant des dépôts de titres,** c'est-à-dire une entité dont la part des revenus bruts attribuable à la détention d'actifs financiers et aux services financiers connexes est supérieure ou égale à 20 % durant la plus courte des deux périodes suivantes :
  - la période de trois ans qui s'achève le 31 décembre (ou le dernier jour d'un exercice comptable décalé) précédant l'année au cours de laquelle le calcul est effectué ; ou
  - la période d'existence de l'Entité si celle-ci est inférieure à trois ans
- **Une entité d'investissement**, c'est-à-dire :
  - Entité qui exerce comme activité principale une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client :
    - Transactions sur les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises ; ou
    - Gestion individuelle ou collective de portefeuille ; ou
    - Autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion d'Actifs financiers ou d'argent pour le compte de tiers ; ou

Version mars 2022

- Toute Entité dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers, si l'Entité est gérée par une autre Entité qui est elle-même un Établissement de dépôt, un Établissement gérant des dépôts de titres, un Organisme d'assurance particulier ou une Entité d'investissement

• Certains organismes d'assurances, c'est-à-dire tout Organisme d'assurance (ou la société holding d'un Organisme d'assurance) qui émet un Contrat d'assurance à forte valeur de rachat ou un Contrat de rente ou est tenu d'effectuer des versements afférents à ce Contrat

2) Entité exemptée :

Sont considérées comme entités exemptées :

• **les sociétés cotées en bourse :** Les actions de l'entité font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou l'entité est liée à une autre entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ;
• **les banques centrales ;**
• **les entités publiques ;**
• **les organisations internationales :** l'expression « Organisation internationale » désigne une organisation internationale ou tout établissement ou organisme détenu intégralement par cette organisation ;
• **Les fonds de pension exemptés** (sur la base des accords internationaux négociés).

Cette catégorie englobe toute organisation intergouvernementale (y compris une organisation supranationale)

(1) qui se compose principalement d'États ;

(2) qui a conclu un accord de siège ou un accord substantiellement similaire avec la juridiction ; et

(3) dont les revenus n'échoient pas à des personnes privées (suivant les principes énoncés dans la définition d'entités publiques).

3) Entité Non Financière « Active » :

Une entité (société ou organisme) non financière « active » désigne :

• Une ENF Active en raison de ses revenus ou de ses actifs. Au moins 50 % des revenus bruts de l'entité au titre de l'année civile précédente ou d'une période de référence comptable pertinente sont des revenus « actifs » et au moins 50 % des actifs détenus par l'entité au cours de l'année civile précédente ou d'une période de référence comptable pertinente sont des actifs qui produisent des ou qui sont détenus pour produire des revenus actifs.

Sont considérés comme revenus actifs, les revenus issus d'une activité commerciale, industrielle, agricole, de services ou de courtage (commerce, production, industrie, services non financiers) ;

• **Une société holding** d'un groupe non financier ;
• **Un centre de trésorerie** ou une entité de financement membre d'un groupe non financier ;
• **Une Entité à but non lucratif**. Dans ce cas l'entité remplit toutes les conditions suivantes :
  - Elle est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles, sportives ou éducatives ; ou est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence et elle est une fédération professionnelle, une organisation patronale, une chambre de commerce, une organisation syndicale, agricole ou horticole, civique ou un organisme dont l'objet exclusif est de promouvoir le bien-être social ;
  - Elle est exonérée d'impôt sur les sociétés dans sa juridiction de résidence ;
  - Elle n'a aucun actionnaire ni aucun membre disposant d'un droit de propriété ou de jouissance sur ses recettes ou ses actifs ; Le droit applicable dans sa juridiction de résidence ou les documents constitutifs de celle-ci excluent que les recettes ou les actifs de l'entité soient distribués à des personnes physiques ou des organismes à but lucratif ou utilisés à leur bénéfice, à moins que cette utilisation ne soit en relation avec les activités caritatives de l'entité ou à titre de rémunération raisonnable, au prix du marché, pour les biens et services rendus, acquis ou souscrits par l'entité ;
  - Le droit applicable dans la juridiction de résidence de l'entité ou les documents constitutifs de celle-ci imposent que, lors de la liquidation ou de la dissolution, tous les actifs soient distribués à une entité publique ou à une autre organisation à but non lucratif ou soient dévolus au gouvernement de l'Etat de résidence de l'entité ou à une de ses subdivisions politiques.
• **Les sociétés en cours de création ;**
• **Les sociétés dont les actifs sont en cours de liquidation ou en cours de restructuration ;**
• **Les sociétés civiles de moyens** (si revenus passifs inférieurs à 50%).

4) Entité Non Financière « Passive » :

Ce terme désigne toute Entité Non Financière dont les revenus sont majoritairement constitués (plus de 50%) de revenus passifs, c'est-à-dire de loyers, de redevances, de dividendes, de produits d'intérêts ou de rentes. D'une manière plus générale, sera considérée comme ENF Passive toute entité non financière qui n'est pas une ENF « Active » ou une société de personnes étrangère susceptible de faire l'objet d'une retenue à la source ou un trust étranger susceptible de faire l'objet d'une retenue à la source conformément à la réglementation pertinente du Trésor des Etats-Unis.

Version mars 2022

Exemplaire
à renvoyer

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Dans le cadre de ses obligations réglementaires, La Banque Postale doit maintenir une connaissance actualisée de ses clients. Afin de mettre à jour les données relatives à votre compte, nous vous remercions de bien vouloir compléter ce document.

Je soussigné(e) Mme, M.(1) ..... représentant légal de l'Association ci-après référencée :

Raison sociale : .....

Adresse du siège social : .....

Numéro d'immatriculation : SIREN, RNA(1) : .....

Déclare :

Budget ou Chiffre d'Affaires de l'exercice précédent (N-1) : .....

- Dons : .....
- Cotisations : .....
- Subventions : .....

Année du budget déclaré : .....

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à : ..... Le : .....

Signature :

(1) : Rayer la mention inutile.